Informations de base

2019/2928(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur Haïti **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux **Zone géographique** Haïti	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
28/11/2019	Décision du Parlement	T9-0074/2019	Résumé
28/11/2019	Résultat du vote au parlement		
28/11/2019	Débat en plénière		
28/11/2019	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2019/2928(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0214/2019	27/11/2019	
Proposition de résolution		B9-0217/2019	27/11/2019	
Proposition de résolution		B9-0219/2019	27/11/2019	
Proposition de résolution		B9-0221/2019	27/11/2019	
Proposition de résolution		B9-0222/2019	27/11/2019	
Proposition de résolution		B9-0223/2019	27/11/2019	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0074/2019	28/11/2019	Résumé

Résolution sur Haïti

2019/2928(RSP) - 28/11/2019 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur Haïti. Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE et GUE/NGL.

Le Parlement a condamné fermement la répression des manifestations pacifiques par les autorités haïtiennes, de même que le recours à la force létale, à la détention arbitraire, à l'intimidation, au harcèlement et à la violence sexuelle. L'annonce faite par le gouvernement en juillet 2018 qu'il allait mettre fin aux subventions, ce qui ferait augmenter les prix du carburant jusqu'à 50 %, a conduit à des manifestations très suivies et aux plus importants troubles civils que le pays ait connus depuis des années.

Les manifestations organisées par les chefs de l'opposition exigeaient la démission du président Jovenel Moïse en raison d'une inflation incontrôlée, d' allégations de corruption systématique au sein du gouvernement et d'une insécurité économique et alimentaire. Les manifestations qui ont commencé il y a plus d'un an pour dénoncer les scandales de corruption impliquant des autorités haïtiennes ont fait une centaine de victimes.

Les forces de sécurité ont réprimé les manifestations au moyen de balles réelles et de gaz lacrymogène. Entre le 15 septembre et le 1er novembre 2019, au moins 42 personnes sont mortes, dont 19 tuées par les forces de l'ordre, et 86 ont été blessées dans des manifestations d'après les derniers chiffres du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Le Parlement a invité toutes les parties à engager un dialogue interhaïtien franc, ouvert et inclusif afin de mieux répondre aux besoins et aux aspirations élémentaires de la population et de trouver des solutions durables à la crise politique. Il a demandé au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) de s'engager en faveur de la stabilisation démocratique totale du pays et à contribuer à mettre un terme à la corruption et à d'autres formes de criminalité. Il a également invité la communauté internationale à aider le peuple haïtien à se doter d'un système judiciaire indépendant, en mesure de traduire les auteurs en justice et de les punir, quel que soit leur statut social.

La résolution a demandé au gouvernement haïtien d'accorder aux organisations humanitaires un accès sans restriction afin qu'elles puissent mener à bien leurs opérations, venir en aide aux personnes dans le besoin et distribuer des denrées alimentaires et d'autres formes d'aide vitale. L'Union devrait renforcer la capacité des organisations haïtiennes à prendre l'initiative de décider du type d'assistance fournie au pays, ainsi que de ses bénéficiaires.

Le Parlement a souligné la nécessité de mettre en œuvre des mesures garantissant l'enregistrement et la protection des enfants, de lutter contre la violence à l'égard des femmes et à l'égard des personnes âgées. Il a également condamné les lois anti-LGBT votées en 2017.

Les députés ont souscrit à l'appel en faveur de l'envoi d'une mission d'experts indépendants de l'Organisation des États américains (OEA) en Haïti pour une longue période afin de faire la lumière sur les multiples violations des droits de l'homme dans le pays au moyen d'enquêtes impartiales, approfondies, transparentes et indépendantes.